Samedi 10 – dimanche 12 décembre 1977 No 785

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

SNCF-EDF-GDF

OUI, LA SEULE VOIE C'EST LA LUTTE !

Que signifie l'important mouvement qui secoue actuellement le secteur public ? A l'EDF, quoique limité, il a pris une ampleur qu'on n'avait pas vu depuis 1969.

Et à la SNCF, on n'avait pas connu depuis le début du plan Barre autre chose que quelques journées d'action ; les quatre jours de grève en cours sont donc aussi un mouvement d'ampleur inhabituelle. Les directions syndicales auraient-elles changé ?

Pour comprendre, il faut revenir un peu en arrière, à ce 1er décembre qui, de fait, ne fut pas un succès pour Séguy et Maire.

La très grande masse des travailleurs a refusé l'objectif politique ouvertement assigné à cette journée par les deux leaders syndicaux : faire pression pour que les partis dits de gauche se remettent vite d'accord pour, à nouveau, dévoyer le mouvement des travailleurs vers l'objectif de porter l'Union de la gauche reconstituée au gouvernement.

Rejet de l'objectif politique et au niveau de l'action syndicale, rejet de la forme des journées bidon : on comprend que depuis, Séguy, aussi bien que Maire, crient qu'il faut relancer l'action revendicative ! Le comité confédéral national de la CGT l'a dit... tout en préparant des rencontres avec les partis de gauche (la politique n'a pas changé !).

Et le secteur public, tel qu'EDF-GDF et la SNCF n'y a pas échappé. Dans ces secteurs, réputés bastions du PCF, nous pouvons assurer, qu'en de nombreux endroits, les travailleurs n'auraient pas fait le 1er décembre s'ils n'avaient pas eu l'assurance que ce ne serait qu'un début !

Les choses sont claires : les travailleurs ne veulent plus s'en remettre à une hypothétique Union de la gauche et à ses hypothétiques promesses ; ils veulent lutter !

C'est donc contraintes et forcées que les directions syndicales ont accepté ces mouvements tout en les maintenant dans des limites suffisamment étroites ; à EDF, la grève tournante par région, une matinée par semaine, déjà transformée en une matinée nationale le 16 et rien pendant les fêtes, ce n'est pas grand chose !

Le patronat lance sa campagne hystérique contre le droit de grève. Quant au sinistre Barre, il peut mettre ses remerciements provocateurs dans sa poche ; ce que les travailleurs ont compris, c'est qu'il faut lutter, c'est qu'il faut faire grève : c'est justement le contraire de ce qu'il prétendait !

Une condition de la victoire :
L'unité et la détermination dans la lutte classe contre classe

Barnard à la télévision

Une sinistre propagande pour l'apartheid

Le film présenté jeudi soir à la télévision, sur l'Afrique du Sud (l'Azanie), faisait l'apologie de la politique raciste et criminelle de l'apartheid. Ce film a été réalisé et présenté par un «monstre sacré» de la médecine, Barnard, pour essayer de lui donner du poids.

Cette campagne en faveur de l'Afrique du Sud, il n'est pas inutile de la mettre en corrélation avec celle menée en France contre nos frères immigrés maghrebins et africains en particulier.

Tout est fait pour donner quelque solidité à cette propagande. On y interviewe un prisonnier blanc, on montre quelques marionnettes noires que le régime de Vorster a mis dans sa poche, on visite des taudis... et pour faire plus vrai, on conclut (mais qui ne le dit pas ?) : il faut que ça change !

Mais le film affirme bien que les Noirs ne sont pas plus ici chez eux que les Blancs (ils viennent d'ailleurs, ils sont des immigrés !), qu'ils en sont encore au stade de la sorcellerie, (alors, comment voulez-vous qu'ils se gouvernent eux-mêmes !), que les Blancs ont eu la bonté de leur donner des pays qu'ils peuvent administrer eux-mêmes (c'est les réserves où ils sont parqués pour n'en sortir que pour aller travailler sous la férule raciste dans les mines et les usines !).

Bref, ce sinistre tableau raciste à la gloire de l'apartheid, dans lequel les nationalistes africains sont présentés comme des terroristes sanguinaires, est révoltant : il est scandaleux qu'il ait pu passer à la télévision.

Deux éclairs de vérité seulement :

– avec le massacre de Sharpville est cité celui, en 1922, de prolétaires blancs. Voilà qui rappelle que le régime raciste sud-africain, c'est d'abord un odieux régime d'exploitation de l'homme par l'homme, instauré par l'impérialisme mondial dans une région particulièrement riche en minerais et matières premières.

– cette réflexion du ministre de la répression sud-africain répondant à une question sur les nombreux «suicides» dans ses prisons (dont celui du leader noir Steve Biko) : «il y en a qui ne se suicident pas» ; et d'ajouter : «Si dans vos pays, il fallait faire face aux mêmes dangers qu'ici, vous feriez de même».

La bourgeoisie française, en tolérant ce film, a ouvertement apporté son soutien aux odieux champions de l'apartheid : elle s'est placée en triste compagnie.

Mais les temps changent ; l'apartheid n'en a plus pour longtemps : les peuples africains l'enterreront à jamais dans les mines d'Afrique du Sud.

SAMEDI 10 DECEMBRE

RASSEMBLEMENT ANTIRACISTE

Samedi 10 décembre, à 13 h 30, aura lieu la levée du corps de Laïd Sebaï, assassiné par les fascistes au local de l'«Amicale des Algériens en Europe». Un rassemblement se tiendra à 13 h 30 devant l'Institut médico-légal près du métro Quai de la Rapée. Nous appelons tous nos camarades et amis, tous les antifascistes et antiracistes à y prendre part en se regroupant derrière la banderole commune Humanité rouge-PCR (ml).

ENCORE UNE EXPULSION !

Le secrétaire gnéral de l'Union nationale des étudiants marocains de Besançon, Mustapha Kharmoudi, soupçonné d'être un militant du Front Polisario, vient de faire l'objet d'un arrêté d'expulsion.

Plus de 500 étudiants et enseignants de l'université de Besançon ont manifesté devant la préfecture.

Voilà encore un fait qui montre sous une lumière crue ce qu'est la prétendue mentalité du gouvernement français dans le conflit du Sahara occidental.

Voilà une attitude qui ne peut qu'encourager les crimes et agressions de groupuscules fascistes, qui jouissent d'une totale impunité. Leurs protecteurs sont haut placés.

A propos du meurtre de Laïd Sebaï

TROIS QUESTIONS AUX DIRIGEANTS DU PCF

Jeudi soir, à la bourse du Travail, à Paris, les partis de gauche, la CGT, la CFDT et la FEN, ainsi que d'autres organisations, comme le MRAP, ont appelé à un meeting en l'honneur de Laïd Sebaï, l'ouvrier algérien assassiné par les fascistes du groupe Delta.

Quand le représentant du PS, Motchane, prit la parole, il se produisit dans la salle un certain nombre de réactions très vives. Pour parler devant cette salle en majorité composée de militants du PCF, le PS avait choisi un membre de la minorité de ce parti, le CERES, proche, dit-on, du PCF. Mais cela ne change rien.

Motchane se mit à vanter les propositions du PS, le programme du PS et le Programme commun sur la question des travailleurs immigrés. Ce qui fut ressenti comme une provocation par les participants au meeting. Il y eut quelques remous. Mais quand il en vint à parler de la guerre d' Algérie et de l'Algérie d'aujourd'hui, c'en était trop, les huées, les sifflets et les interpellations commencèrent : Et Guy Mollet en 1956 ?».

(suite page 3)

Transports parisiens

Malgré le RER les gros problèmes subsistent

Jeudi, Giscard, Chirac, des ministres et des personnalités diverses, bref, le beau monde qui ne prend jamais le métro, ont inauguré l'achèvement du RER (Réseau express régional).

Le RER permettra de mettre en communication une partie de la banlieue-ouest avec une partie de la banlieue-est en passant par Paris. Une autre ligne reliera la banlieue sud (Saint Rémy les Chevreuses) à la station Châtelet au centre de Paris. Il est certain que le RER va améliorer les conditions de transport pour des milliers de travaillleurs de Paris ou de la banlieue? Cependant il ne résoud pas l'essentiel des difficultés que connaissent quotidiennement des millions de travailleurs. Par exemple la banlieue la plus populaire, la banlieue nord n'est pas desservie par le RER. Les lignes du RER ne constituent que des axes nord-sud et est-ouest et les quelques branches transversales sont très insuffisantes pour compenser le manque de lignes reliant en diagonale Paris et la banlieue et surtout pour résoudre les très grosses difficultés pour communiquer de banlieue en banlieue. En fait les trois quarts des travailleurs qui empruntent les transports en commun dans la région parisienne n'utilisent pas le RER. Pour eux donc, tout ou presque reste à faire. L'opération RER ne doit pas non plus cacher le manque de confort et l'état délabré de nombreuses lignes de métro, en particulier celles desservant les banlieues populaires.

D'autre part les tarifs sont chers. Pour aller de Boissy-Saint-Léger à Châtelet en deuxième classe, il faut payer 4,60 F. Ce qui fait aller-retour 9,20F. C'est donc presque 10 F que dépense un travailleur qui doit faire l'aller et retour sur ce trajet., ce qui est d'un prix trés élevé. Bien sûr des réductions existent, montrant d'ailleurs que les tarifs pourraient être notablement abaissés. Mais le profit exige..

Les travailleurs qui ont construit le RER n'étaient pas, eux, invités à la réception officielle, eux qui ne connaissent que le mauvais côté des choses ! Certains vont être licenciés.

C'est le cas de la moitié des ouvriers de l'entreprise Balot qui ce mois-ci va se retrouver au chômage.

Les constructeurs du RER sont pratiquement tous des immigrés.

Giscard et la bourgeoisie ont oublié évidemment de parler de l'ensemble de ces problèmes, lors des discours d'inauguration. Pour eux le RER est avant tout une bonne opération publicitaire en vue des prochaines élections.

TELEVISION

Lundi 12 décembre à 20H30 sur TF1

« L'avenir du futur »

Un film : «La vie future», film anglais d'anticipation, datant de 1936, en version française.

Noël 1940 : la guerre éclate soudain. Les villes et les campagnes sont ravagées par l'ennemi. La famine et la bestialité succèdent alors à l'optimisme. En Arcadie pourtant, la soif de connaissance prend le pas sur le reste.

Rétrospectivement, ce film apparait comme un avertissement à une Angleterre qui ne voyait pas avec assez de lucidité le danger que représentait le 3e Reich.

La projection du film est suivie d'un débat avec des sociologues, historiens, écrivains, journalistes, etc. sur le thème : sans faire de science-fiction, en s'appuyant sur des données qui se veulent scientifiques, peut-on réellement prédire les problèmes qui se poseront demain ? Dans le contexte politique actuel, une émission qui peut être intéressante.

Mardi 13 décembre à 20H30 sur l'A2

«La neige de Noël»

Film sur la drogue et les jeunes... et la police... A VOIR... et à CRITIQUER très certainement. Il s'agit d'une vision simpliste et fausse des vrais et graves problèmes, visant à entretenir une psychose antijeunes en jouant sur la hantise du désordre et du non-conformisme.

Ce film, annoncé puis retiré des programmes, devrait être suivi d'un débat, mais au lieu du débat sur les jeunes face à la drogue qui aurait pu fournir l'occasion d'une véritable information, on nous annonce un débat sur le thème : «Le public de la télévision peut-il tout voir», avec quelques pontes de la télé et Mme Pelletier, chargée des problèmes de la drogue auprès du gouvernement.

EMPRISONNEMENT DU SECRETAIRE GENERAL DE LA FEDERATION DES ETUDIANTS DOMINICAINS (FED)

Mardi 15 novembre, le secrétaire général de la Fédération des étudiants dominicains, secrétaire de l'Union nationale des étudiants révolutionnaires (UNER) et membre du Comité exécutif provisoire de l'Union patriotique, Robert Santana, a été arrêté lorsqu'il sortait d'une assemblée d'étudiants et de professeurs du lycée Paraguay de Saint-Domingue.

Roberto Santana participait à une assemblée, réunie pour étudier et chercher une solution à la grave situation créée par le secrétariat à l'Éducation qui a décidé de licencier les professeurs et de renvoyer les élèves ne soutenant pas le parti réformiste au pouvoir et de remplacer les enseignants par des réformistes avérés et des indicateurs de police, afin de réprimer le mouvement étudiant.

Santana y assistait comme représentant des plus hauts organismes étudiants. A l'assemblée, participaient des professeurs, des étudiants, des journalistes et des dirigeants étudiants.

Au moment de sortir de l'assemblée, Roberto Santana fut arrêté par cinq membres du Service secret de la police et violemment introduit dans une voiture. Les étudiants manifestèrent immédiatement leur révolte devant cet acte et se lancèrent dans la rue pour protester contre cette arrestation et demander l'immédiate libération de Santana.

Face à cela, la police a accusé le secrétaire général de la FED d'«agression à agent de police et de provoquer des troubles publics» et elle met toutes sortes d'obstacles pour ne pas permettre qu'il récupère la liberté sous caution.

L'Éducation dominicaine est en train d'être utilisée par le gouvernement pour la pénétration culturelle américaine et réprime violemment les professeurs et les étudiants qui s'opposent à cette politique antinationale. Pour imposer l'application de cette politique, le gouvernement tâche d'introduire des professeurs à son service, qui souvent ne sont que des policiers des services secrets ou des agents de la CIA, afin de tenter de mettre fin à l'opposition des étudiants et des enseignants.

La solidarité avec le mouvement étudiant dominicain, dans sa lutte pour la libération de Roberto Santana, constitue un appui à la lutte du peuple dominicain contre ses oppresseurs.

Les organisations démocratiques et étudiantes doivent manifester leur solidarité dans la lutte pour la libération de Roberto Santana en envoyant des télégrammes au président Joaquin Balaguer, Palacio nacional, Santo Domingo, et à la Fédération d'étudiants dominicains (FED), Universidad autonoma de Santo Domingo, République dominicaine.

Liberté immédiate pour Roberto Santana !

• Bolivie

Campagne pour l'amnistie générale

Le Comité de solidarité pour la lutte du peuple bolivien a décidé de s'associer à la campagne internationale en faveur de l'Amnistie générale et sans restriction pour tous les prisonniers et exilés politiques en Bolivie.

Il est important que cette action revête la plus grande ampleur afin de faire pression sur le gouvernement bolivien au moment où celui-ci, une fois de plus, essaye par des mesures faussement démocratiques, de masquer aux yeux de l'opinion internationale sa politique de répression systématique.

En effet, le 9 novembre dernier, le général Hugo Banzer, président de la Bolivie, annonçait une amnistie des prisonniers politiques à l'occasion des élections de juillet 1978. Mais ce projet ne s'applique pas aux prisonniers politiques de gauche, ni aux syndicalistes ouvriers.

Il existe, depuis le coup militaire en Bolivie en 1971, plusieurs centaines de détenus politiques et syndicaux dans les prisons boliviennes et la répression s'accentue tous les jours. Plusieurs milliers d'opposants politiques ont été contraints à l'exil...

C'est pourquoi les comités de soutien au peuple bolivien de différents pays (Mexique, Pérou, Venezuela, Suède, Suisse, Allemagne, Angleterre, Norvège, Israël, Algérie, France...) ont décidé de développer en commun une vaste campagne en faveur de l'amnistie immédiate et sans restriction.

C'est pourquoi, nous demandons à tous ceux qui luttent pour la défense des droits de l'homme et des libertés, à tous les partis politiques, syndicats et associations de participer à cette action en faveur du rétablissement des libertés élémentaires en Bolivie, en envoyant leurs signatures au comité qui transmettra cet appel.

Comité de solidarité pour la lutte du peuple bolivien 17 - rue de l'Avre - 75015 Paris – CCP 3542847 L La Source.

• ONU

Conférence sur le fonds commun des matières premières

Affrontements entre pays riches et pays pauvres

La deuxième partie de la conférence de négociation de l'ONU sur le fonds commun a été suspendue à l'initiative du Groupe des 77 pays en voie de développement. Dans une déclaration faite le 30 novembre, le Groupe des 77 a indiqué qu'étant donné que certains pays développés entravaient obstinément les négociations au cours de la conférence, il avait été décidé, à l'unanimité, d'exiger la suspension de la conférence, le 1er décembre.

Les pays en voie de développement considéraient que le fonds commun devait concerner toutes les matières premières de base et qu'il servirait de stabilisateur des cours.

Pour les pays riches, essentiellement les États-Unis et l'Allemagne de l'Ouest, une telle conception n'est pas possible. Ils veulent préserver leurs intérêts en discutant produit par produit et non pas globalement comme le voudraient les pays du tiers monde. L'URSS a fait semblant d'être d'accord avec les pays en voie de développement mais en précisant que le fonds commun devait «prendre en considération les intérêts» de toutes les parties et que l'Union soviétique n'«assumerait en aucune façon la responsabilité» des difficultés auxquelles font face les pays en voie de développement.

Cette position montre qu'en réalité, ils sont hostiles aux positions du tiers monde qui refusent l'hégémonie des pays riches qui décident comme ils l'entendent des cours des matières premières.

Ces agissements des deux supergrands ont été condamnés à la conférence. Le représentant togolais a expliqué : «Nous n'avons fait aucun compromis et aucune concession aux supergrands et aux puissances économiques dans leur tentative obstinée de maintenir le vieil ordre économique mondial».

Le représentant de la République populaire de Chine a réaffirmé que son pays se tenait fermement aux côtés des pays du tiers monde, qu'il luttait pour la mise en œuvre d'un programme intégré pour les produits de base et l'établissement d'un fonds commun et d'un nouvel ordre économique et social.

• Portugal

Le gouvernement Soares est tombé. Il a tenu seize mois.

Cunhal et son parti révisionniste (le plus ouvertement pro-social-impérialiste russe en Europe occidentale) disent, comme leurs semblables d'Italie et d'Espagne, qu'il faut une certaine austérité pour surmonter la crise. Jusqu'à maintenant, le parti révisionniste portugais a refusé le «compromis historique» à l'italienne.

L'opposition de droite, d'extrême-droite s'est retrouvée avec celle soi-disant de gauche (les révisionnistes) pour voter contre Soares. Le gouvernement de ce dernier est pris dans les contradictions de tout gestionnaire du capitalisme. Sa pseudo-voie au socialisme est vouée à l'échec.

N'ATTENDEZ PAS !

Nous rappelons à tous nos amis et camarades qu'il est impératif et urgent qu'ils nous fassent parvenir l'argent souscrit. Nous en avons besoin immédiatement pour payer les dettes à nos créanciers qui se montent à plusieurs millions.

A propos du meurtre de Laïd Sebaï

Trois questions aux dirigeant du PCF

(Suite de la page une)

La politique du ministre socialiste Guy Mollet, notamment en 1956, fut en effet une politique coloniale réactionnaire. C'est peu fier que Motchane rejoignit sa place, sous les cris «chante nous-en une autre !». Durant le discours de Colpin, spécialiste du PCF pour les questions immigrés, Motchane s'éclipsa...

Colpin, dans son discours, évita soigneusement les points brûlants, les sujets épineux. Il s'en tint aux questions de tout repos. Dommage, car il y aurait eu bien des questions à lui poser à lui aussi...

Première question : pourquoi en cette même année 1956, les dirigeants du PCF votèrent-ils au Parlement les pleins pouvoirs au ministre Guy Mollet et à sa politique coloniale ? Pourquoi depuis le Programme commun de 1972, cette attitude de Mollet et tant d'autres choses furent passées sous silence ? Pourquoi ne les «redécouvrir» qu'aujourd'hui ?

Deuxième question : pourquoi les dirigeants de la gauche ramènent-ils toujours leurs propres querelles à toutes les sauces ? Quand Motchane commença à parler du Programme commun et que s'élevèrent les sifflets, un groupe de militants scanda «Travailleurs français-immigrés, mêmes patrons, même combat !». Ils voulaient rappeler ainsi que tel était le sujet et non pas l'Union de la gauche en dispute. Ils avaient raison.

Troisième question : pourquoi (tout comme le PS d'ailleurs), le PCF n'était-il pas dans la manifestation contre les mesures racistes du ministre Stoléru, le 19 novembre dernier ? Pourquoi cherche-t-il à poignarder dans le dos les grévistes immigrés des foyers Sonacotra ?

Que les participants au meeting sifflent le représentant du parti de Mollet-Mitterrand, c'est une excellente chose. Mais, camarades ouvriers du PCF, n'y aurait-il pas aussi des comptes à demander à vos propres dirigeants ? Eux non plus n'ont pas les mains propres.

Bataille politique de 1978

Mise au point

Nous avons reçu, mercredi dernier, une lettre émanant de l'Union régionale parisienne CFDT dont voici le principal extrait :

«Nous avons pris connaissance de la candidature de Roland Merieux et Dzislaw Nowak se présentant aux prochaines élections législatives pour votre groupe. Nous avons constaté que l'un et l'autre se sont permis d'utiliser le sigle de la CFDT.

»Nous tenons à vous faire savoir que ces pratiques sont inadmissibles, compte-tenu des positions fondamentales de notre organisation syndicale prises lors du Conseil national de janvier 1973 : "Pendant les campagnes électorales, aucun candidat ne peut utiliser le sigle CFDT et le titre de l'organisation syndicale affiliée. Cette non utilisation s'applique à tout texte de soutien de la candidature».

Il va de soi que nos candidats sont des candidats marxistes-léninistes et nullement des porte-paroles de telle ou telle organisation syndicale dans cette bataille des législatives de 1978.

Pour la plupart ouvriers ou petits paysans, ces candidats sont aussi des syndicalistes qui militent pour la défense des intérêts ouvriers ou petits paysans, et c'est cette mention que nos candidats veilleront à utiliser dans la campagne, sans sigle d'organisation (CFDT, CGT ou Paysans-Travailleurs).

GISCARD–CHIRAC–BARRE

Quelle tactique pour la majorité demain ?

Cette semaine, a été marquée par un certain nombre de rencontres et de déclarations au sein de ce que l'on nomme la majorité : rencontre Giscard-Chirac, réunion du Comité de coordination de la majorité en vue des élections et Conseil des ministres en l'honneur de Barre.

C'est la confirmation d'un fait : la majorité cherche sa tactique électorale.

GISCARD-CHIRAC

On se souvient qu'au lendemain de la rupture de la gauche, les giscardiens et les centristes (Lecanuet notamment) ont commencé à faire les yeux doux au PS et aux radicaux de gauche. C'est l'illustration de la politique de Giscard : gouverner la France au centre, avec les centristes, mais aussi avec les «socialistes» de Mitterrand ou les radicaux de gauche si cela était possible.

Pour cela, Giscard parle de «réformes», de «société libérale avancée».

Quant à Chirac, il ne parle pas le même langage. Ses discours sont tous durs ponctués d'appels à l'«ordre de la morale» : il ne faut pas céder aux illusions du «réformisme» de Giscard.

Chirac c'est l'homme qui a évincé Chaban-Delmas et sa politique dite «réformiste» de «participation gaulliste», sa «nouvelle société». Chirac c'est le chef de ce parti qui tient les SAC et les CDR, qui emploient des méthodes fascisantes et utilisent la violence d'extrême-droite. Chirac, c'est l'homme qui recevait les félicitations de Tixier-Vignancourt et de Le Pen en novembre et décembre 1976, peu avant la création du parti gaulliste, le RPR qu'il dirige.

BARRE-CHIRAC

De son côté, quand Giscard veut se faire passer pour un démocrate, cela ne va pas non plus sans difficultés. Au délà de quelques «réformes» sans lendemain, ou sans conséquences (pour les jeunes, les vieux, les femmes, etc.) Giscard c'est avant tout le plan Barre et la politique d'austérité.

Il a tenu, au dernier conseil des ministres, à féliciter Barre pour la réussite de son programme. Ce programme, chacun de nos lecteurs en fait l'expérience : hausse des prix, blocage des salaires, hausse des loyers, chômage...

Sur ce programme économique, il y a aussi des désaccords entre Giscard et Barre d'un côté, Chirac de l'autre. Quand il était Premier ministre, Chirac s'était montré partisan d'une relance de l'économie non pas par une politique d'austérité, mais par une politique de développement de l'activité des monopoles, au moyen de crédits massifs la relance.

Cette politique chiraquienne n'est pas différente de celle de Barre sur le fond : quand Chirac était Premier ministre, il y avait aussi austérité pour les travailleurs et si Barre nous impose l'austérité, il fait lui aussi de gros cadeaux aux monopoles.

Aussi bien Chirac (malgré ses airs triomphants) que Barre (malgré ses airs auto-satisfaits) savent bien que leur politique antipopulaire peut de moins en moins tromper les travailleurs qui en font les frais. C'est pour cela que la discussion est si âpre au sein de la majorité qui cherche fébrilement la solution miracle, l'homme providentiel qui redorera son blason.

Hier sur les genoux de Dassault, aujourd'hui aux marches du palais de l'Elysée

Chirac-père a dirigé jusqu'a sa mort une des sociétés du groupe Potez. Henri Potez, était un ami intime de Marcel Dassault. Dassault parle de Chirac comme «du petit Jacques» qu'il faisait sauter sur ses genoux . Plus tard, Chirac devenu grand, Dassault financera en partie sa campagne électorale en Corrèze.

Durant la guerre d'Algérie, Chirac se montre partisan de l'Algérie française, du maintien de l'Algérie comme colonie française. Cela lui vaudra par la suite le soutien d'un certain nombre d'hommes d'extrême-droite comme Tixier -Vignancourt ou Le Pen (en 1976).

Avec les appuis qu'on lui connait, Chirac n'a pas eu le mal à se retrouver attaché au cabinet de Pompidou en 1962, puis dans différents ministéres en 67-68 et enfin ministre à part entiére en 1971 sous le gouvernement du gaulliste Chaban-Delmas.

(Mais Chirac, qui se dit gaulliste aussi, a d'autres ambitions, Chaban-Delmas ne va pas tarder à le savoir. A la mort de Pompidou, Chaban-Delmas est porté candidat par une majorité de l'UDR (gaulliste). Chirac par contre se rallie à la candidature de Giscard d'Estaing. Chaban Delmas crie à la trahison mais il ne peut empêcher Giscard d'être élu le 19 mai 1974 et Chirac de devenir son Premier ministre. Chaban-Delmas battu, rentre dans l'ombre.

Le 14 décembre 1974, par une espéce de «coup d'état» il prend le pouvoir au sein de l'UDR , toujours contre Chaban-Delmas.

Quand il voit qu'il tient bien l'UDR en main, il démissionne de la présidence de ce mouvement gaulliste.

Il y laisse des hommes à lui pour en assurer le contrôle. Ce qu'il veut alors c'est profiter au maximum de son poste de Premier ministre : voyage en province, à l'étranger, interventions à la télé se succédent . La direction du gaullisme, il y reviendra ensuite.

Quand il juge, que sa participation au pouvoir lui a assez profité, quand il juge aussi qu'il commence à devenir dangereux de rester premier ministre d'un gouvernement de plus en plus impopulaire, il démissionne de son poste de premier ministre, le 25 août 76. Il faut dire aussi que Giscard l'a poussé dehors...

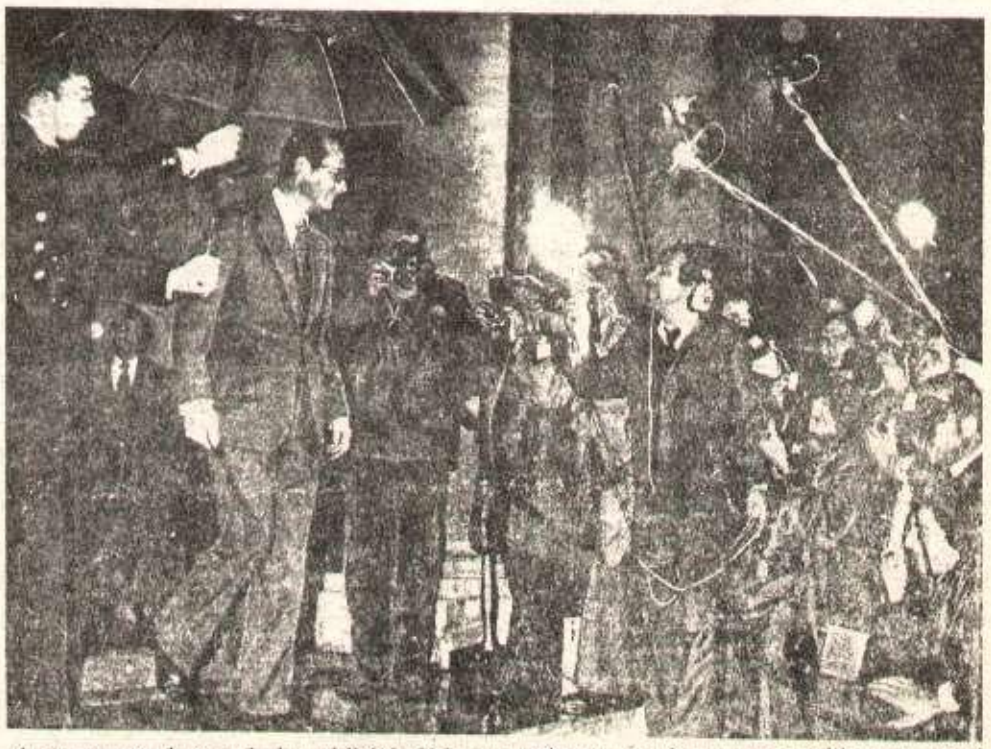
Toutefois, Chirac a atteint son but : il a participé au pouvoir qu'il connait maintenant de l'intérieur, il s'est imposé aux politiciens gaullistes et aussi à D'Estaing. Ce qu'il lui faut alors, juge-t-il, c'est un parti qui le suive. Il faut restructurer l'UDR.

Il réussit à prendre tout le mouvement gaulliste mieux en main et à fonder le (Rassemblement pour la République) en décembre de l'année dernière ; ce parti remplace l'UDR et consacre Chirac comme chef actuel du gaullisme.

Toujours pour soigner son prestige et assouvir sa soif de pouvoir, il lui faut un poste important, pas trop lié au gouvernement : aux dernières municipales il se fait élire maire de Paris.

Dans un premier temps, Chirac a donc réussi à être Premier ministre et à prendre en main l'UDR. Dans un deuxième temps, il a su se faire élire maire de Paris et contrôler complétement le mouvement gaulliste (par création du RPR).

Aujourd'hui, Chirac rêve clairement à l'Elysée, à la présidence de la République. Mercredi il n'était encore que sur les marches du Palais...



Avec un grand sens de la publicité, Chirac se présente peu à peu comme l'homme providentiel de la majorité. On le voit ici entouré de journalistes sur les marches du palais de l'Elysée, après sa rencontre avec Giscard, mercredi.

Attentat fasciste

Contre les ouvriers du génie civil de Lens

Jeudi 8 décembre, en fin de matinée, au moment où les travailleurs se rendaient en cortège à la Chambre patronale, un individu en voiture a foncé dans le tas et a littéralement fait voler un ouvrier, actuellement à l'hôpital grièvement blessé. L'agresseur a pris la fuite.

C'est un véritable attentat, disent les ouvriers, qui ont fait preuve d'une grande solidarité à cette occasion. Quant à la police, chez qui les travailleurs sont allés porter plainte, elle n'a rien trouvé de mieux que de menacer les travailleurs de représailles si jamais les ouvriers s'en prenaient à l'agresseur. Encore un que l'on ne retrouvera sûrement pas.

Correspondant HR
Montpellier

Avec la CSCV
Des familles populaires de Fougères à la CAF de Rennes

La Caisse d'allocations familiales de la région Bretagne a mis en place un système de paiement des allocations sur ordinateurs.

En un an deux pannes, soi-disant, de cet ordinateur ont provoqué des retards importants de paiement, des erreurs, des trop-perçus dans toute la région.

Le désordre est tel que la Caisse d'allocations familiales ne répond plus ni au téléphone... ni au courrier, même pas aux lettres recommandées. Ceci met les familles dans des situations difficiles, même dramatiques.

Des exemples entre autres : une famille de cinq enfants n'a pas reçu d'allocations depuis juillet, avec l'indemnisation de rentrée scolaire, une somme de 500 000 AF est dûe.

– Une jeune fille depuis deux ans attend son allocation d'handicapée.

– De nombreuses familles, depuis juillet, ne perçoivent plus d'allocations logement, de frais de garde, de primes de naissance, de maternité, etc. Conséquence : des familles ont des menaces de saisies pour non-paiement de loyer ou autre.

Ces problèmes ont été apportés lors d'une réunion de quartier organisée par la CSCV* début novembre. Beaucoup de familles étant touchées, le problème a été posé par la CSCV sur d'autres quartiers, afin de définir une action commune.

La permence locale de la Caisse d'allocation familiale ne fut pas oubliée ; une distribution de tracts invitant à une réunion sur la ville y a été faite.

Une quarantaine de personnes dont certaines n'avaient pas hésité à quitter leur travail ou à prendre congés ont fait le déplacement (50 km) pour se rendre à la Caisse d'allocation familiale à Rennes, le jeudi 24 novembre.

Dès l'arrivée, tout le monde se glisse discrètement dans les ascenseurs (interdit au public) pour envahir sans entrave au 14e étage, les bureaux de la direction. Ceci obligea un agent de la direction à nous recevoir. Celui-ci cherche tout de suite trois ou quatre responsables pour discuter calmement. Un refus catégorique lui fit voir la détermination de tous, nous étions tous responsables, et c'est ainsi que nous envahissions son bureau et l'obligions à voir sur-le-champ les cas les plus urgents, et nous lui avons dit ce que chacun pensait d'un système de modernisation mis sur pied pour réduire le personnel et être de ce fait plus rentable.

De bonnes questions et de bonnes répliques fusaient de toutes parts : «La machine des impôts ne tombe jamais en panne !», «pourquoi ne perçoit-on pas 10 % de plus à chaque retard de paiement comme on doit les payer aux impôts) ?», «A qui rapporte notre argent pendant les retards accumulés», etc.

Au même moment, dans le bureau du Directeur, celui-ci recevait quatre personnes bien cravatées. A première vue, nous pensions que c'étaient des gorilles ! Et non, c'était une délégation du PCF de Rennes, le contraste était frappant. Personne ne s'est laissé avoir au chantage de l'agent de direction qui déclarait n'avoir le temps de discuter que de quelques cas parce qu'il avait réunion à 15 h 30.

Ce fut le tollé général, le problème global fut posé, certains cas les plus urgents furent traités immédiatement ; tous les autres cas, l'agent de direction promettait de les voir dans la semaine à venir.

A 17 h, nous quittions les lieux, en rappelant que si les promesses n'étaient pas tenues, nous reviendrons et là, ce serait autre chose ! (la soi-disant réunion de l'agent de direction était loupée !).

En sortant, nous avons réalisé que l'union au coude à coude était payante. Aujourd'hui, 30 novembre, les cas sont déjà réglés. Une réunion d'information et de bilan était prévue, le 7 décembre. Affaire à suivre.

(*) CSCV : Confédération syndicale du cadre de vie.

Correspondant HR Fougères

Rue des Ecluses St Martin (Paris)
CET EN GREVE : L'ADMINISTRATION RECULE

Les jeunes issus de la classe ouvrière sont destinés à venir en grossir les rangs, dans leur immense majorité. Pour les former, à leur futur rôle, le système capitaliste leur réserve des écoles spéciales : les CET où ils puissent faire l'apprentissage de l'exploitation, de l'oppression et de la répression. Mais du même coup, ces CET sont aussi les écoles où ces jeunes font leurs premières armes dans la lutte de classe, apprennent à affronter et combattre le système capitaliste ; les luttes qui s'y mènent prennent tous les caractères de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Le cas du LEP des Écluses-Saint-Martin à Paris, lock-outé par le rectorat parce que les élèves y faisaient grève pour obtenir des conditions de travail décentes en est un exemple. Voici de larges extraits du tract de leur comité de grève appuyé par les enseignants du collège et les parents d'élèves ; ce tract était diffusé dès le lendemain du lock-out lundi dernier.

Depuis lundi, le rectorat semble avoir reculé un peu sur les revendications : engagement de crédits pour le démarrage immédiat de divers travaux. Mais surtout, il a annulé le lock-out et la réinscription.

«L'action commune des élèves et des professeurs a mis en évidence une situation inadmissible sur le plan des conditions d'étude (machines non montées, pas de salle de permanence, quatre demi-classes dans un même atelier) et sur le plan de la sécurité (toit du gymnase et des ateliers s'effondrent).

Les revendications communes aux élèves et aux professeurs étaient et sont toujours :

– installation des machines à circuit imprimé et pose de cloisons entre les groupes de travail dans les ateliers ;

– réfection du gymnase (toit et chauffage) ;

– salle de permanence ;

– foyer.

Il faut bien comprendre que, de cette situation, ni les élèves, ni les enseignants, ni l'ensemble du personnel, ne sont responsables. Le directeur et l'administration, ceux-là même qui ferment le LEP, sont seuls en cause.

Qu'ont-ils fait ces responsables ?

– Rien depuis six ans, des promesses absolument insuffisantes, vagues et contradictoires ; la fermeture du LEP en dernière heure.

Qu'ont fait les élèves ?

Une grève qui s'est déroulée sans aucune violence, y compris l'occupation du bureau du directeur : occupation décidée parce que ni directeur ni rectorat ne donnaient des garanties.

La fermeture ne se justifie pas ! Seule, l'ouverture des travaux se justifie !

(...) Dans de telles conditions, les membres du personnel ne peuvent accepter la mesure arbitraire de fermeture de l'établissement, constituant une tentative d'intimidation contre les élèves et le personnel conscients de leur juste revendication, et visant à camoufler les carences de la direction comme celles de l'Inspection académique, du rectorat et du ministère.

NON A LA FERMETURE DU LEP !

NON A LA RÉINSCRIPTION DES ÉLEVES !*

SANCTIONS POUR LES VRAIS RESPONSABLES !

Prenez contact avec les délégués des parents, le Comité de grève des élèves et les enseignants en lutte, du LEP - 7, rue des Écluses-Saint-Martin - Paris 10e.

*La directeur a envoyé une lettre aux parents leur demandant de réinscrire leurs enfants et précisant que *«tout élève qui n'aurait pas été réinscrit par sa famille, n'aura plus accès à l'établissement»*.

Saint-Nazaire (Thiriet-Cattin à La Baule)
Une longue lutte contre les licenciements

La lutte Thiriet-Cattin est importante pour tous les ouvriers de la région de Saint-Nazaire. Il s'agit, en effet, d'une lutte contre les licenciements, contre la fermeture d'une entreprise. Or, la classe ouvrière locale est durement frappée par le chômage : 8 500 chômeurs à Saint-Nazaire et ses environs (pour une ville de 70 000 habitants). Dans la métallurgie, et le bâtiment, les licenciements collectifs ont progressé de 25 % par rapport à octobre 1976 (de 50 % par rapport à octobre 1975).

Depuis plusieurs mois, les travailleurs de Thiriet-Cattin résistent... Ils occupent maintenant depuis le 19 septembre (date de la liquidation) cette entreprise, spécialisée dans la fabrication en petite série ou prototype, de machines très sophistiquées (il n'existe en France que 4 ou 5 entreprises de cet ordre). Sur un effectif de 140, 70 environ sont encore dans la lutte, les autres étant partis chercher du travail à Paris ou ailleurs.

Diverses actions ont été menées : occupations de la mairie de La Baule, d'un hôtel de luxe, circulation bloquée sur le remblai, intervention des femmes à la mairie (où on les a trouvées «impolies» !) etc. Certaines actions ont été menées avec d'autres organisations : comité de défense de la presqu'île guérandaise, Paysans-Travailleurs...

Les travailleurs essaient d'animer l'occupation :

- projection d'un film sur la grève à la Semm-Sotrimec (Trignac),
- présentation d'une pièce de théâtre sur l'école, émission sur les ondes de Radio-44 (radio-sauvage locale).

Il y a aujourd'hui le risque de l'évacuation par la force de l'entreprise, d'où la nécessité de populariser largement la lutte et de développer la solidarité pour s'opposer à toute intervention des flics.

Les sections syndicales CGT et CFDT de Thiriet-Cattin se sont adressées aux pouvoirs publics et à la population pour expliquer leur lutte, commencée en juin et devenue occupation en septembre : «Sacrifier l'économie d'une région au profit d'un tourisme de luxe est un choix négatif et révoltant. La complicité de la municipalité et des pouvoirs publics est ici flagrante (...) L'occupation est donc la réponse des travailleurs pour s'opposer au démantèlement (...)

Les organisations syndicales demandent aux pouvoirs publics (Datar, Codella) que des contacts soient pris avec tous les industriels et bureaux d'études qui travaillaient avec Thiriet Cattin pour qu'une véritable solution (constitution d'un pool industriel) soit étudié, permettant la sauvegarde des 140 emplois de Thiriet-Cattin.

C'est à quoi s'emploieront les sections syndicales CGT et CFDT de Thiriet-Cattin».

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

• Planchers Bourge (Essonne)
Nouvelle répression contre les travailleurs

Fin novembre, Bourge a coupé l'électricité aux familles qui habitent encore leur ancien logement de fonction.

Ainsi, il a mis ses menaces à exécution et n'hésite pas à priver complètement d'électricité des familles, en plein hiver.

Rappelons qu'il y a un mois, Bourge avait menacé de couper l'eau et l'électricité si les travailleurs ne payaient pas les loyers abusifs qu'il avait fixés lui-même (voir HR No 764)

Les travailleurs refusent à juste titre de payer ces loyers.

Le maire de Forges-les-Bains a montré une fois de plus son soutien à Bourge ; pour lui, les travailleurs devraient s'estimer encore jeureux d'avoir de l'eau ! Et il pourrait réquisitionner des logements mais il ne le fera pas et il ose le dire !

Un an après la création de leur section syndicale CGT, les travailleurs poursuivent la lutte avec le comité de soutien :

– pour le paiement immédiat des salaires de décembre 1976 que Bourge leur doit encore !

– contre les expulsions.

Correspondant HR

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977